CHAPITRE 5 L'intérêt national et la politique extérieure

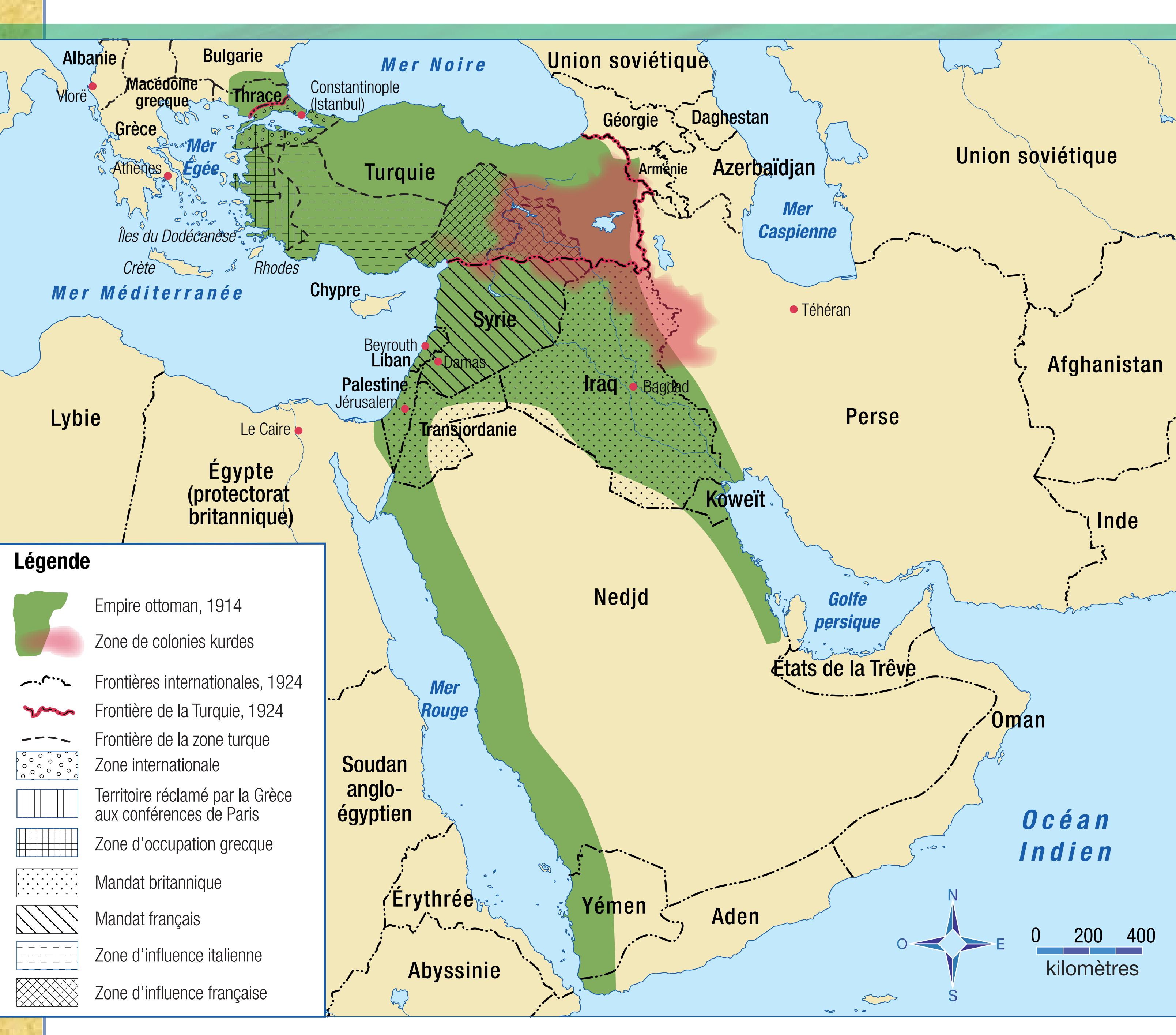


Figure 5-1 Cette carte présente le Moyen-Orient avant et après la Première Guerre mondiale. Au début de la guerre, en 1914, un bon nombre des pays du Moyen-Orient actuel faisaient partie de l'Empire ottoman. À la fin de la guerre, en 1918, on a démantelé cet empire et on y a découpé de nouveaux pays.

QUESTION DU CHAPITRE

Dans quelle mesure l'intérêt national et la politique extérieure s'influencent-ils mutuellement ?

Les traités signés à la fin de la Première Guerre mondiale ont transformé le Moyen-Orient de façon spectaculaire. L'Empire ottoman dominait cette région depuis le XIII[e] siècle. En 1914, il comptait environ 14 millions de Turcs ainsi que d'autres groupes plus petits d'Arabes, d'Arméniens et de Kurdes. Ces groupes minoritaires étaient souvent privés de leurs droits fondamentaux.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman s'est rangé aux côtés de l'Allemagne. À la fin de la guerre, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis étaient les trois pays les plus puissants du camp des vainqueurs. Ils ont démantelé l'Empire ottoman et ont créé de nouveaux pays en découpant le Moyen-Orient.

Brusquement et sans qu'on leur demande leur avis, des peuples qui faisaient partie de l'Empire ottoman sont devenus des États-nations avec de nouvelles frontières et des gouvernements distincts. La région du Kurdistan, par exemple, abritait les Kurdes, des gens qui ont en commun une culture, une histoire et une langue. Elle a été divisée entre quatre pays nouvellement créés, soit l'Iraq, la Perse (maintenant l'Iran), la Syrie et la Turquie.

Examine la carte du Moyen-Orient à la page précédente, et réponds aux questions suivantes :

- Comment les peuples non turcs de l'ancien Empire ottoman pourraient-ils avoir réagi aux changements imposés par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis ?
- Comment la création de ces nouveaux États-nations au Moyen-Orient peut-elle avoir profité à la Grande-Bretagne, à la France et aux États-Unis ?
- Quels sentiments nationalistes ces changements pourraient-ils avoir éveillés ?
- À ton avis, qu'ont pu penser les Turcs, les Arabes, les Kurdes et les Arméniens des administrateurs britanniques ou français qui gouvernaient leurs nouveaux pays ?

MOTS CLÉS

intérêt national

gardiens de la paix

rétablissement de la paix

artisans de la paix

politique

politique intérieure

politique extérieure

produit national brut

APERÇU

Dans ce chapitre, tu chercheras des réponses aux questions suivantes en examinant dans quelle mesure l'intérêt national et la politique étrangère s'influencent mutuellement.

- Quels sont les liens entre le nationalisme et l'intérêt national ?
- Quelle influence l'intérêt national a-t-il exercée sur la politique extérieure ?
- Quelle influence la politique extérieure a-t-elle exercée sur l'intérêt national ?

Mon carnet sur le nationalisme

Relis les notes que tu as prises sur la nation, l'identité et le nationalisme pour la question connexe 1. À l'aide de mots, d'images ou des deux, exprime de quelle façon ta compréhension du nationalisme a évolué à mesure que tu avançais dans cette partie du manuel. Indique la date à côté de chaque idée que tu noteras dans un cahier, un journal de bord, un portfolio ou un fichier électronique, pour pouvoir y revenir tout au long de ce cours.

Quels sont les liens entre le nationalisme et l'intérêt national ?

Figure 5-2 Des Israéliens font leurs achats au marché Mahne Yehuda, à Jérusalem. De nombreux Israéliens ont des liens nationaux, ethniques et civiques. Pourquoi pourrait-on dire que cette photo illustre l'intérêt des gens pour la stabilité économique et une certaine qualité de vie ?



Réfléchis à des critères d'après lesquels tu pourrais décider des actions les plus utiles à tes intérêts dans le présent et dans l'avenir. Pour les déterminer, il te faut probablement analyser différents facteurs et te poser des questions comme celles-ci :

- Quelle importance est-ce que j'accorde à ma sécurité physique et personnelle ?
- Quelle importance est-ce que j'accorde à mon bien-être économique et à ma prospérité future ?
- Quelle importance est-ce que j'accorde à mes valeurs, à mes croyances et à ma culture ?

Parfois, le plan d'action le plus profitable pour toi demeure une question de choix personnels. Par exemple, lorsque tu as fait ton choix de cours pour cette année, as-tu privilégié les sujets qui te plaisaient ou ceux qui pouvaient t'aider à te préparer pour ta future carrière ? D'autres critères sont-ils entrés en ligne de compte ?

Tes intérêts sont parfois étroitement liés à ceux des autres. Tu fais partie d'une famille et d'une communauté. Tu ne peux pas toujours prendre des décisions uniquement en fonction de ce qui est avantageux pour toi. Il te faut aussi considérer les intérêts de ta famille et de ta communauté. Par exemple, dans le choix du programme d'études qui te préparera le mieux à une carrière, ta décision personnelle peut être influencée par les ressources financières de ta famille, les besoins de ta communauté élargie ou ton propre besoin de sécurité financière.



Figure 5-3 En octobre 2006, des hommes de Riyad, en Arabie Saoudite, ont défilé à dos de chameaux dans les rues pour célébrer Eid al-Fitr, la fin du jeûne du Ramadan. Comment cette photo révèle-t-elle l'intérêt des gens à promouvoir leurs croyances, leurs valeurs et leur culture ?

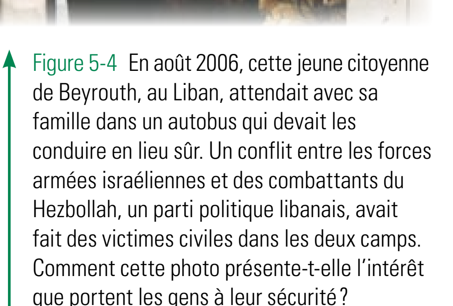


Figure 5-4 En août 2006, cette jeune citoyenne de Beyrouth, au Liban, attendait avec sa famille dans un autobus qui devait les conduire en lieu sûr. Un conflit entre les forces armées israéliennes et des combattants du Hezbollah, un parti politique libanais, avait fait des victimes civiles dans les deux camps. Comment cette photo présente-t-elle l'intérêt que portent les gens à leur sécurité ?

Des aspects de l'intérêt national

En démocratie, les leaders politiques, comme les individus, doivent prendre des décisions en se basant sur les intérêts de la communauté ou de la nation. Peu importe sur quoi se fonde leur nationalisme — une ethnicité et une culture communes, ou les mêmes croyances et valeurs —, les gens souhaitent obtenir certains avantages pour eux et pour leur communauté. Ces avantages — leur **intérêt national** — peuvent porter sur l'un ou plusieurs des éléments suivants :

- la prospérité économique — Elle comprend la stabilité de l'emploi et un niveau de vie acceptable. Les gouvernements qui agissent dans l'intérêt national essaient de fournir ces avantages économiques de différentes façons. Par exemple, ils peuvent adopter des lois interdisant l'exploitation de leurs citoyens dans les lieux de travail. Ils peuvent aussi signer des ententes commerciales avec d'autres pays.
- la sécurité — Les mesures pour assurer la sécurité d'un pays et celle de ses habitants comprennent des lois pour protéger les citoyens à l'intérieur du pays de même que des frontières sécuritaires pour défendre le pays contre des envahisseurs. Les gouvernements qui agissent dans l'intérêt national cherchent à garantir la sécurité personnelle de leurs citoyens, à résoudre leurs différends avec d'autres pays de façon pacifique et à contrôler l'entrée aux frontières.
- les croyances et les valeurs — Il s'agit de défendre et de promouvoir les valeurs, les croyances et la culture des citoyens. Les gouvernements préoccupés de l'intérêt national essaient, par exemple, de protéger et de respecter les visions du monde, les traditions, les langues et les modes de vie communs à leurs citoyens.

Avec un camarade, discutez de quelles manières une population instruite peut servir à la fois des intérêts personnels et l'intérêt national. Vous pourriez vous prendre vous-mêmes comme exemples. Faites part de vos idées à une autre équipe.

Témoignages

Le monde a profondément changé depuis la fin de la guerre froide, mais je crains que nos façons de concevoir l'intérêt national n'aient pas fait de même. Pour le siècle qui commence, il nous faut une nouvelle définition plus étendue du concept d'intérêt national qui encouragerait les États à montrer une plus grande unité dans leurs efforts pour atteindre des valeurs et des objectifs communs. Compte tenu des nombreux problèmes que l'humanité doit affronter de nos jours, l'intérêt collectif est devenu l'intérêt national.

— Kofi Annan, à l'époque où il était Secrétaire général de l'ONU, « Two Concepts of Sovereignty », The Economist, *1999*

Figure 5-5 Le 9 octobre 2007, cette Iraquienne aidait l'organisation du Croissant rouge en transportant du ravitaillement pour des habitants de Bagdad. Le Croissant rouge dirige des opérations d'aide humanitaire dans de nombreux pays musulmans. Ce jour-là, 4 bombes ont fait au moins 12 morts et plus de 60 blessés à Bagdad. Comment cette photo illustre-t-elle les idées exprimées par Kofi Annan dans l'encadré *Témoignages* au sujet des intérêts collectifs et nationaux ?



Les facettes de l'intérêt national

Tout comme les gens ne conçoivent pas nécessairement le nationalisme de la même manière, ils peuvent différer d'opinions sur ce qui est dans l'intérêt national. Les Israéliens qui font des achats dans un marché de Jérusalem (figure 5-2) se préoccupent peut-être de la stabilité de l'approvisionnement et du prix des aliments. De son côté, la fillette qui attend d'être évacuée de Beyrouth (figure 5-4) est probablement beaucoup plus inquiète de la capacité de son gouvernement d'assurer la sécurité de sa famille.

L'intérêt national n'est pas une chose statique et permanente. Des évènements à l'intérieur d'un pays, comme une catastrophe naturelle ou la fermeture d'une entreprise importante, peuvent modifier l'opinion des gens sur ce qui est dans l'intérêt national. Des évènements à l'extérieur d'un pays, comme un conflit armé entre des États voisins ou la résolution pacifique d'un conflit, peuvent aussi modifier les priorités des gens.

Des opinions concurrentes sur l'intérêt national

Les gens déterminent souvent ce qui est dans l'intérêt national en se basant sur leur compréhension des concepts de nation et d'identité nationale. Par exemple, beaucoup de Canadiens sont fiers de la réputation du Canada en tant que nation qui fournit des **gardiens de la paix,** c'est-à-dire des forces armées chargées de maintenir la paix en séparant des ennemis jusqu'à ce que les crises soient résolues par la diplomatie et les négociations. Ces Canadiens pourraient donc déterminer si une ligne de conduite est conforme à l'intérêt national d'après sa capacité à promouvoir la paix dans le monde. Selon d'autres Canadiens, le rôle du Canada en matière de maintien de la paix devrait être remplacé par un rôle de **rétablissement de la paix** qui permet aux soldats (des **artisans de la paix**) de recourir à la force pour d'autres raisons que leur propre défense. C'est ce qui s'est passé en Afghanistan.

À VENIR

Tu en apprendras davantage sur le débat concernant le maintien de la paix et le rétablissement de la paix aux chapitres 10, 12 et 14.

Ailleurs dans le monde, beaucoup de citoyens pensent que l'intérêt national de leur pays a besoin d'être défendu contre des forces hostiles par une force militaire puissante. Condoleeza Rice était la secrétaire d'État américaine, en 2007. Selon elle, lorsque les intérêts des États-Unis sont en jeu, l'armée américaine « doit pouvoir réagir de façon décisive à l'émergence de toute puissance militaire hostile ».

Le gouvernement chinois croit également à la nécessité d'une importante force militaire. Son porte-parole, le journal *China Daily,* l'a exprimé en ces termes : « La puissance militaire de la Chine vise à protéger la sécurité et la stabilité du pays. Elle a pour but de décourager les éléments hostiles qui, ayant conservé la mentalité de la guerre froide, tenteraient de menacer par la force nos intérêts nationaux. »

Selon Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, l'interdépendance des nations causée par la mondialisation a élargi la signification de l'intérêt national. Toutefois, John Spritzler, un chercheur de l'Université Harvard, ne croit pas en l'existence d'intérêts nationaux communs, même à l'intérieur d'un pays. D'après lui, « les travailleurs américains ont des intérêts et des valeurs qui s'opposent aux intérêts et aux valeurs des familles américaines très riches et très puissantes. Ce qui profite aux uns nuit généralement aux autres : un taux de chômage élevé, l'absence de sécurité d'emploi et des salaires peu élevés ».

Est-il possible pour un gouvernement de satisfaire les intérêts de tous ses citoyens par une seule politique nationale ?



Avec un camarade, relisez la déclaration de Kofi Annan dans l'encadré *Témoignages* (p. 117). À votre avis, que signifie cette affirmation ? Comparez-la aux propos de John Spritzler, ci-dessus. Expliquez comment ces deux points de vue sur l'intérêt national diffèrent.



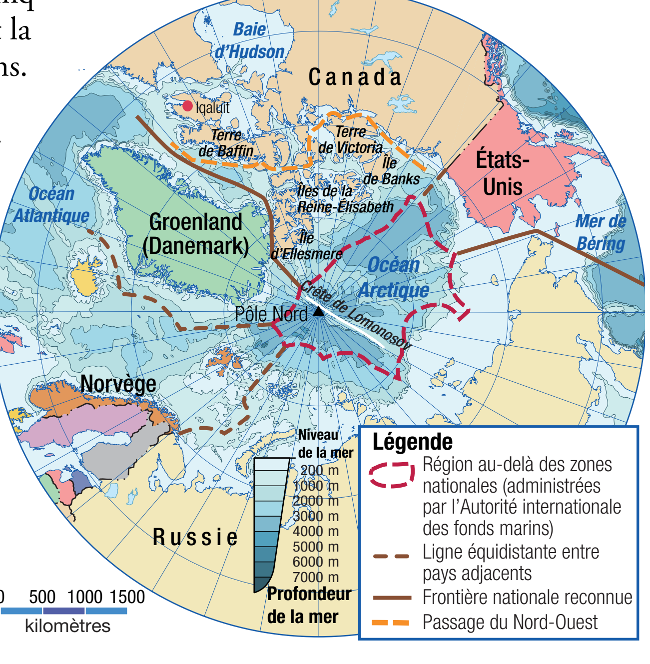
Figure 5-6 Le 18 novembre 2007, des militaires canadiens ont pris part à une cérémonie d'adieu au soldat Michel Lévesque, tué en Afghanistan, au moment de rapatrier son corps. Les Forces armées canadiennes combattent en Afghanistan parce que le gouvernement fédéral a décidé que cela était dans l'intérêt national. Comment cette politique gouvernementale s'oppose-t-elle à la vision de nombreux citoyens du Canada qui voient leur pays comme une nation gardienne de la paix ?

L'intérêt national et la souveraineté sur l'Arctique

Au nom de l'intérêt national, les pays doivent souvent revendiquer leur souveraineté sur un territoire. C'est le cas dans l'Arctique où cinq pays — le Canada, les États-Unis, le Danemark, la Norvège et la Russie — revendiquent la souveraineté d'îles et de fonds marins.

En août 2007, la Russie a revendiqué une partie de la crête de Lomonosov qui s'étend sous l'océan Arctique. Selon le gouvernement de ce pays, cette crête est une extension de sa plateforme continentale. Les scientifiques russes ont tracé la carte d'une partie de la crête, recueilli des échantillons de sol et planté un drapeau au fond de l'océan, au pôle Nord, pour affirmer de façon symbolique les droits de la Russie sur les ressources naturelles qui pourraient s'y trouver. Le Canada s'oppose à cette revendication.

Figure 5-7 L'Arctique



D'après la Convention sur le droit de la mer de l'ONU, les pays ont une souveraineté territoriale sur 22,2 km de mer au-delà de leur littoral et contrôlent les ressources qui se trouvent dans et sous l'eau sur une étendue de 370 km. En démontrant que le fond marin est une extension de sa plateforme continentale, un pays pourrait s'attribuer le droit d'exploiter des ressources contenues dans une zone plus étendue.

Récemment, les revendications de souveraineté sur l'Arctique ont été plus fréquentes, à cause de deux nouveaux facteurs. Il s'agit en premier lieu des changements climatiques, responsables de la fonte des glaces dans la région. Ce phénomène pourrait entraîner l'ouverture du passage du Nord-Ouest — une voie maritime reliant les océans Atlantique et Pacifique — à une navigation commerciale toute l'année, ce qui diminuerait considérablement la distance que les bateaux doivent parcourir entre l'Asie et l'Europe. Le Canada revendique la propriété du passage du Nord-Ouest, mais d'autres pays, y compris les États-Unis, affirment qu'il s'agit d'une zone internationale.

Trouve le passage du Nord-Ouest dans la figure 5-7. Quels arguments le gouvernement fédéral pourrait-il invoquer pour soutenir l'idée que ses revendications sur le passage du Nord-Ouest sont dans l'intérêt national du Canada ? Sur une échelle de 1 à 5 (1 = très faible et 5 = très forte), évalue la légitimité des revendications du Canada sur cette voie maritime.

Le second facteur qui fait de la souveraineté sur l'Arctique une question brûlante d'actualité est la découverte de dépôts considérables de pétrole, de gaz naturel, d'or, d'étain et de diamants dans les fonds marins de cette région. Par exemple, une étude de la US Geological Survey laisse entendre que 25 % des ressources mondiales non découvertes de pétrole et de gaz naturel pourraient se trouver dans l'Arctique.



Figure 5-8 Roger Hitkolok de Kugluktuk, au Nunavut, est un ranger du Nord canadien. Environ 1 300 rangers, sous le commandement de l'armée, assurent une présence militaire canadienne dans l'Arctique. Cette présence militaire sert-elle l'intérêt national du Canada ? Explique ta réponse.

Réfléchis et réagis

Les gouvernements nationaux prennent souvent une décision sur ce qui est dans l'intérêt national, puis ils s'efforcent de convaincre leurs citoyens de les appuyer. Avec un camarade, choisissez soit la question du rôle de rétablissement de la paix soit celle de la souveraineté sur l'Arctique et énumérez cinq stratégies efficaces que le gouvernement pourrait employer pour faire accepter cette idée aux Canadiens. Expliquez les raisons de l'efficacité de chacune.

Parvenir à un consensus

EXERCE TES COMPÉTENCES

En août 2007, le premier ministre Stephen Harper a annoncé que le Canada protégerait la souveraineté de son territoire dans l'Arctique :

- en envoyant de nouveaux navires de patrouille ;
- en accroissant la surveillance aérienne ;
- en augmentant le nombre de rangers canadiens ;
- en construisant un centre de formation des Forces canadiennes de l'Arctique à Resolute Bay, au Nunavut ;
- en établissant un port en eau profonde d'accostage et de ravitaillement en combustible à Nanisivik, au Nunavut.

Suppose que ta classe doit proposer une recommandation en réponse à l'affirmation suivante : « En raison de l'importance pour l'intérêt national de la souveraineté sur l'Arctique, le gouvernement du Canada devrait revendiquer vigoureusement le contrôle du passage du Nord-Ouest. »

Pour ce faire, vous devez en venir à un consensus, c'est-à-dire à un accord général. Parvenir à un consensus est un processus qui se fait en collaboration. Il consiste à échanger des idées, à écouter attentivement les autres et à trouver une solution qui sera acceptable pour tous. Commencez par un consensus de groupe, puis essayez d'arriver à un consensus pour l'ensemble de la classe.

Étapes pour parvenir à un consensus

Étape 1 : Planifier le processus

Formez un petit groupe. Choisissez un animateur. Il devra s'assurer que les membres du groupe se concentrent sur leurs tâches et que les discussions se déroulent harmonieusement. De plus, choisissez un secrétaire qui prendra note des points de vue des membres du groupe au fur et à mesure.

Dressez un tableau semblable à celui-ci pour documenter les progrès de votre groupe.

Protéger la souveraineté du Canada sur le passage du Nord-Ouest

Point de vue	Arguments en faveur	Commentaires du groupe	Compromis possibles entre les différents points de vue
1			
2			
3			
4			

Étape 2 : Explorer et évaluer des solutions possibles

Rappelle-toi ce que tu as appris en ce qui concerne la souveraineté sur l'Arctique puis lis les perspectives et les points de vue présentés à la page suivante. Formule ta propre réponse à l'affirmation sur la souveraineté en Arctique et présente-la au groupe. Écoute ensuite les points de vue des autres membres et les arguments qui les soutiennent. Le secrétaire devrait noter ces points de vue et ces arguments dans le tableau.

Lorsque tous les membres du groupe ont exprimé leurs points de vue, analysez et évaluez chacun d'eux en vous posant des questions comme celles-ci :

- Quels seraient les effets à court et à long terme de décisions fondées sur ce point de vue ?
- Dans quelle mesure cette solution résoudrait-elle le problème ?
- Quelle solution est la plus pratique et la plus facile à appliquer ?

Étape 3 : Faire des compromis et négocier

Éliminez certaines solutions proposées et travaillez à trouver un terrain d'entente. Rappelez-vous qu'il peut y avoir plus d'une façon acceptable de protéger l'intérêt national dans cette situation. Regroupez les propositions similaires et déterminez celles qui diffèrent de l'opinion de la majorité. Discutez des conditions ou des limites que vous pourriez imposer à votre solution de groupe pour réconcilier les différents points de vue exprimés.

Étape 4 : Arriver à un consensus

Lorsque les membres du groupe semblent s'entendre, l'animateur devrait demander si quelqu'un a encore des réserves (réticences) au sujet de la solution. Si personne n'en a, il peut annoncer que le groupe est parvenu à un consensus.

Étape 5 : Parvenir à un consensus dans la classe

Présentez l'opinion consensuelle de votre groupe à la classe et suivez les mêmes étapes pour parvenir à un consensus de l'ensemble de la classe.

EXERCE TES COMPÉTENCES
EXERCE TES COMPÉTENCES
EXERCE TES COMPÉTENCES
EXERCE TES COMPÉTENCES

Stephen Harper, premier ministre, Resolute Bay, Nunavut, le 10 août 2007.

> Même les Canadiens qui n'ont jamais été au nord du 60e parallèle ressentent [le sentiment de « patriotisme romantique » qu'inspire l'Arctique]. Ce sentiment est ancré dans notre histoire, notre littérature, notre art, notre musique – qui sont l'âme du Canada. Voilà pourquoi nous réagissons si vivement devant le manque de respect que manifestent d'autres pays face à notre volonté de souveraineté dans l'Arctique. [. . .] Protéger notre souveraineté, l'intégrité de nos frontières, est la principale responsabilité du gouvernement du Canada.

Franklyn Griffiths, spécialiste canadien des relations canado-russes, *The Globe and Mail,* le 8 novembre 2007.

> Certains pensent que [le Canada] devrait entreprendre des négociations avec les États-Unis pour obtenir la reconnaissance pure et simple de notre souveraineté dans l'Arctique. À mon avis, la meilleure manière de mettre en péril une souveraineté que nous avons déjà est de chercher querelle à la marine américaine et de rester sur nos positions. C'est ce que nous ferions en cherchant à forcer les États-Unis à se soumettre à une loi alors que nous sommes assurés des avantages *de facto* [qui existent déjà même s'ils ne sont peut-être pas officiels] du contrôle du passage du Nord-Ouest.
>
> Le premier ministre devrait plutôt démontrer son leadership en aidant les Canadiens à apaiser leur obsession en matière de souveraineté sur l'Arctique. Il devrait non pas convaincre les États-Unis pour qu'ils acceptent notre souveraineté sur la région, mais bien mobiliser la population et le gouvernement du Nunavut pour qu'ils deviennent les gardiens de ce territoire.

Michael Byers, professeur à l'Université de Colombie-Britannique, *Intent for a Nation : What is Canada For ?,* 2007.

> Le sort et la géographie destinent le Canada à être un pays arctique. Les changements climatiques et la demande mondiale en ressources naturelles ne font qu'accélérer le processus tout en y introduisant des éléments internationaux – comme un passage du Nord-Ouest libéré de ses glaces et une contestation au sujet d'une plateforme continentale revendiquée par la Russie – que les générations précédentes n'auraient jamais pu imaginer. [. . .] Dans le Nord, les populations inuites et autochtones jouent le rôle de sentinelles, de soldats et de diplomates. Il est temps que les Canadiens du Sud tournent leur attention vers le Nord et fournissent un réel soutien à ces gens dans leurs efforts pour bâtir une zone nordique forte et libre.

Mary Simon, présidente d'Inuit Tapiriit Kanatami, *The Walrus,* novembre 2007.

> Pour nous, Inuits, [l'Arctique] est la terre ancestrale, l'endroit où nous voulons vivre. L'Arctique doit devenir une préoccupation quotidienne pour tous les Canadiens et non simplement représenter une région éloignée où abondent les paysages magnifiques et les ours polaires. C'est un endroit où des gens vivent, où des enfants grandissent et où il y a des problèmes à résoudre. Ses ressources continueront à satisfaire les besoins des gens et à enrichir ce pays remarquable qu'on appelle le Canada. Nous sommes ici et nous allons y rester. Nous sommes également ici pour travailler avec les gouvernements à gérer et à protéger ce territoire qui nous abrite.

Voici les résultats d'un sondage réalisé en ligne, en août 2007, par **Angus Reid Global Monitor** sur l'opinion des Canadiens concernant la souveraineté sur l'Arctique.*

Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants :	D'accord	En désaccord	Indécis
Le Canada devrait investir massivement pour assurer sa souveraineté sur ses territoires arctiques.	75 %	16 %	10 %
La Russie représente une menace plus grave que les États-Unis en ce qui concerne la souveraineté du Canada sur l'Arctique.	53 %	29 %	19 %
J'ai confiance dans le gouvernement de Stephen Harper pour protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique.	44 %	43 %	13 %
Le Canada devrait planter un drapeau sur le fond marin de l'Arctique.	51 %	33 %	16 %

* Les résultats ont été arrondis.

En résumé

Tu auras d'autres occasions de constater l'importance de parvenir à un consensus. Les étapes de ce processus t'aideront à trouver des solutions.

Quelle influence l'intérêt national a-t-il exercée sur la politique extérieure ?

Témoignages

Maintenant que les menaces terroristes sont monnaie courante, que nous voyons des images de génocides jusque dans nos salons, que l'angoisse nous étreint à l'idée de traverser des frontières internationales, qu'il devient impossible de circonscrire de terribles maladies et de graves problèmes environnementaux, que notre survie économique dépend absolument de l'accès au marché d'une seule puissance étrangère, les Canadiens commencent à se rendre compte que la politique extérieure a un certain effet sur leur vie personnelle.

— Allan Gottlieb, ancien ambassadeur canadien aux États-Unis, 2004

Une **politique** est un plan d'action délibérément choisi pour orienter ou influencer des décisions futures. Ton école, par exemple, a probablement des politiques pour guider ses décisions en ce qui concerne l'intérêt individuel ou collectif des élèves et du personnel. L'une d'elles pourrait insister sur l'obligation pour les élèves et le personnel de se traiter mutuellement avec dignité et respect. D'autres politiques portent probablement sur des règlements qui concernent le plagiat et la présence aux cours.

Le gouvernement d'un pays a la responsabilité d'établir une **politique intérieure** et une **politique extérieure.**

- La politique intérieure guide ce qu'il faut faire à l'intérieur du pays. Au Canada, elle oriente les décisions qui concernent, entre autres, des modifications aux lois fédérales, le règlement des revendications territoriales des Autochtones et l'utilisation des revenus fiscaux.
- La politique extérieure guide les relations officielles avec les autres pays. Souvent appelée « relations extérieures » ou « politique étrangère », elle peut porter sur la coopération avec des organisations internationales comme l'ONU, la signature de traités, l'établissement de relations commerciales avec d'autres États et l'adoption de mesures qui concernent les droits de la personne, la santé mondiale ou l'environnement.

Les décisions de politique extérieure peuvent avoir des effets à court terme sur un nombre limité de personnes ou des effets à long terme sur des millions de gens. Certaines décisions prises à la fin de la Première Guerre mondiale, par exemple, influent encore sur le monde d'aujourd'hui. Beaucoup de gens pensent que la situation actuelle des pays du Moyen-Orient est directement liée aux décisions de politique extérieure prises par les États-Unis et les pays européens pour promouvoir leurs intérêts nationaux à la fin de ce conflit.

La figure 5-9 montre de quelles manières les évènements nationaux et internationaux façonnent — et sont façonnés par — le nationalisme, l'intérêt national et la politique extérieure. Tous sont susceptibles d'inspirer des sentiments nationalistes. Ces sentiments peuvent amener les citoyens à revoir leurs opinions sur ce qui est dans l'intérêt de leur pays. En réaction à ces revirements d'opinions, les gouvernements modifient parfois leur politique extérieure.

Avec un camarade, examinez la figure 5-9. Réfléchissez ensuite à la politique du Canada cherchant à affirmer ses droits sur le passage du Nord-Ouest. Élaborez un diagramme semblable en remplaçant « Politique extérieure » par « Revendication du passage du Nord-Ouest ». Dans les autres bulles, remplacez les concepts généraux par des concepts spécifiques aux droits sur ce passage.

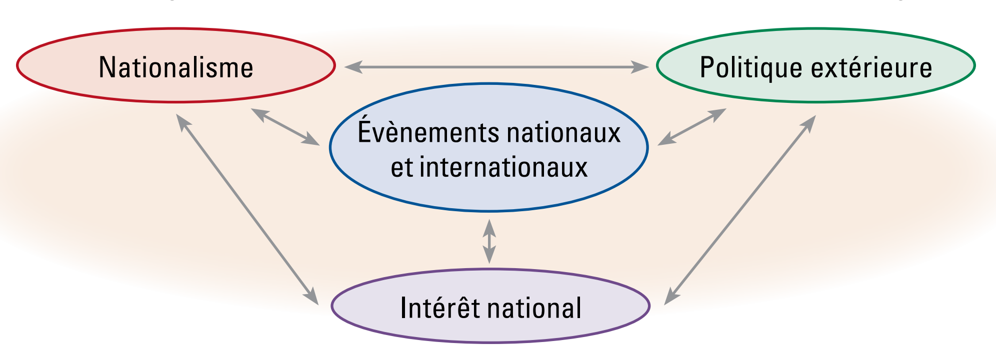


Figure 5-9 Le nationalisme, l'intérêt national et la politique extérieure

L'intérêt national et les accords de paix de la Première Guerre mondiale

Pendant la Première Guerre mondiale, des combats ont eu lieu en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. D'un côté, il y avait les Puissances centrales, dirigés par l'Allemagne et, de l'autre, les Alliés, menés par la Grande-Bretagne. Jamais auparavant l'humanité n'avait connu une guerre d'une telle ampleur et aussi meurtrière. Cette « Grande Guerre » a fait des millions de victimes et ses coûts ont été considérables.

Avant 1914, le nationalisme était florissant en Europe. Selon de nombreux historiens, le nationalisme et les opinions des peuples qui concernaient leur intérêt national ont été des causes importantes de cette guerre.

Les gouvernements européens, par exemple, croyaient qu'une expansion de leur territoire en Europe et de leurs possessions coloniales était dans l'intérêt de leurs pays. Cette opinion, qui constituait une des bases de leur politique extérieure, les a poussés à conclure des alliances avec d'autres pays européens. Les pays membres de ces alliances avaient convenu de s'aider mutuellement si l'un d'eux était menacé. Ce système d'alliances explique en partie l'entrée en guerre si rapide d'un si grand nombre de pays.

La plupart des peuples qui ont été touchés par la Première Guerre mondiale n'avaient rien à dire dans la décision de participer au conflit. Par exemple, les pays qui faisaient partie des Empires ottoman, russe ou austro-hongrois étaient en guerre dès que les dirigeants de ces empires déclaraient une guerre. De même, le Canada s'est trouvé impliqué dans la guerre déclarée par la Grande-Bretagne. Les intérêts nationaux de chaque pays n'entraient pas en ligne de compte.

Après plus de quatre ans de combats violents, un armistice (cessez-le-feu) a été déclaré le 11 novembre 1918 à 11 h, et la guerre a pris fin.

Les négociations d'un traité en France

La Première Guerre mondiale a porté sur des questions de souveraineté et de territoire, d'intérêts économiques et de sécurité ainsi que de nationalisme et d'identité nationale. Ces sujets ont aussi dominé les discussions pendant les pourparlers de paix qui ont eu lieu à Paris, en France, de 1919 à 1920.

Les Alliés, vainqueurs de cette guerre, et en particulier la France et la Grande-Bretagne, voulaient punir l'Allemagne en lui imposant des conditions pénibles. Le premier ministre britannique David Lloyd George, le premier ministre français Georges Clémenceau et le président des États-Unis Woodrow Wilson dirigeaient les pays les plus puissants parmi les Alliés. Ils ont donc dicté un grand nombre de conditions, et leurs décisions ont eu des effets lourds de conséquences sur des millions de personnes.

Ainsi, ils ont imposé à l'Allemagne et aux Puissances centrales des sanctions financières, militaires et territoriales sévères. Le traité de Versailles obligeait l'Allemagne à réduire sa puissance militaire, à payer des réparations (dédommagements) de guerre de 30 milliards de dollars, à renoncer à des territoires en Europe de même qu'à ses colonies et à accepter la responsabilité de l'ensemble des pertes et dommages subis par les Alliés.

Lis la capsule *Le savais-tu?* et réfléchis à ce qui est arrivé à l'Allemagne et au Canada à la conférence de paix de Paris. Comment décrirais-tu les sentiments nationalistes qui auraient pu être éveillés dans ces deux pays? Y a-t-il des sentiments nationalistes sains et malsains? Si non, pourquoi? Si oui, comment les différencier?



Figure 5-10 Gavrilo Princip, membre d'un groupe nationaliste serbe, a assassiné l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand et sa femme pendant leur visite à Sarajevo, la capitale de la Bosnie-Herzégovine. Celle-ci faisait alors partie de l'Empire austro-hongrois. L'attentat a provoqué une série d'évènements qui ont mené à une guerre entre les pays européens membres de différentes alliances, chacun cherchant à protéger ses intérêts nationaux.

Lien Internet

Pour en savoir davantage sur les évènements provoqués par l'assassinat de l'archiduc d'Autriche, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

Le savais-tu?

Avant la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne contrôlait encore la politique extérieure du Canada. C'est la raison pour laquelle le Canada se retrouvait automatiquement en guerre lorsque la Grande-Bretagne prenait part à un conflit. Toutefois, le Canada a contribué de façon importante à la victoire des Alliés. C'est pourquoi le premier ministre de l'époque, Robert Borden, a demandé et obtenu le droit d'assister à la conférence de paix de Paris et de signer le traité comme s'il représentait un pays indépendant.

UN PERSONNAGE MARQUANT

Woodrow Wilson
Visionnaire ou rêveur ?

UN PERSONNAGE MARQUANT UN PERSONNAGE MARQUANT UN PERSONNAGE MARQUANT

Pendant que la Première Guerre mondiale faisait rage, en janvier 1918, le président américain Woodrow Wilson a présenté un programme pour y mettre fin et établir une paix de longue durée. Il l'avait intitulé les Quatorze Points.

Wilson pensait que ses Quatorze Points rendraient le monde plus sûr « pour toute nation qui [comme la nôtre, souhaite la paix,] désire vivre sa propre vie en toute liberté, décider de ses propres institutions, et être assurée que les autres nations la traitent en toute justice et loyauté au lieu de se voir exposée à la violence et aux agressions égoïstes de jadis ».

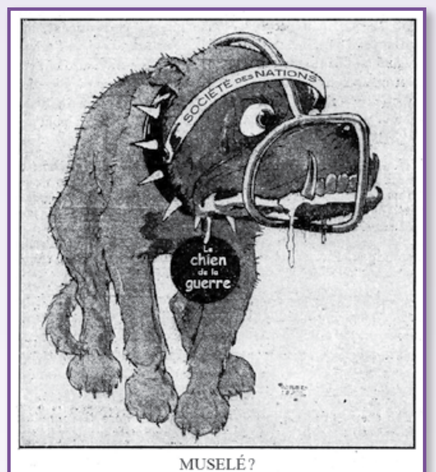
Selon le programme de Wilson, les pays négocieraient ouvertement des traités, jouiraient de la libre navigation sur les mers, effectueraient du commerce sur un pied d'égalité et réduiraient leurs armements. Les peuples colonisés seraient consultés dans les décisions qui les concerneraient. On modifierait les frontières pour tenir compte du sentiment des peuples d'appartenir à une nation.

Comme le programme en 14 points de Wilson n'obligeait pas l'Allemagne à payer des réparations de guerre, les dirigeants allemands s'y sont montrés favorables. Toutefois, les Alliés ont commencé à le modifier presque aussitôt après la signature de l'armistice. Parmi les changements, ils ont demandé que l'Allemagne paie des dédommagements et reconnaisse sa culpabilité dans le déclenchement de la guerre. Beaucoup d'Allemands ont été amèrement déçus de la tournure des évènements — et cette déception a fait naître chez eux une amertume durable qui allait devenir une des principales causes de la Seconde Guerre mondiale.

Une des propositions les plus importantes de Wilson portait sur la création de la Société des Nations. Cette organisation internationale devait assurer l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des petits comme des grands États. Plutôt que de maintenir un équilibre des pouvoirs entre des ennemis également armés, la Société des Nations veillerait à ce que les pays coopèrent dans l'intérêt de leur sécurité collective.

Certains ont qualifié Wilson d'utopiste, d'idéaliste. Selon eux, il n'avait pas suffisamment réfléchi à la façon d'appliquer ses propositions. Pour le premier ministre français Georges Clémenceau, par exemple, le plan de Wilson constituait les 14 commandements d'une théorie vide. D'autres critiques ont dit que l'idée de la Société des Nations ne tenait pas compte des craintes et des haines nationalistes de longue date qui empêcheraient les pays de confier leur sécurité à un contrôle extérieur.

Finalement, les opposants politiques de Wilson dans son propre pays ont monté l'opinion publique contre lui. Les États-Unis ont refusé de signer le traité de Versailles et de faire partie de la Société des Nations.



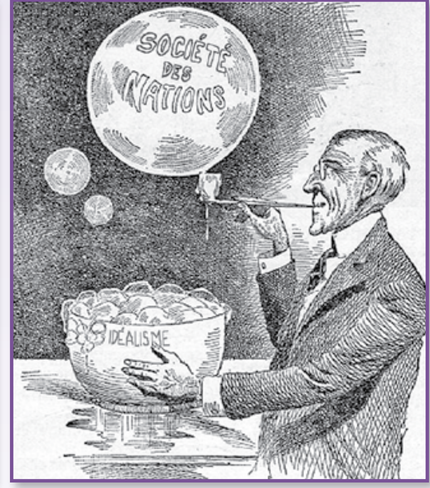


Figure 5-11 L'hebdomadaire *The Literary Digest*, précurseur du magazine *Time*, qui couvrait l'actualité et exprimait l'opinion publique, a publié, en 1919, ces caricatures sur la Société des Nations (traduction libre). Quels points de vue opposés ces caricatures présentent-elles ?

Explore

1. Les trois premiers des Quatorze Points de Woodrow Wilson proposaient :
   - une diplomatie menée ouvertement, sans ententes secrètes entre les nations ;
   - la liberté pour tous les pays de naviguer sur les mers ;
   - le libre-échange entre tous les pays.

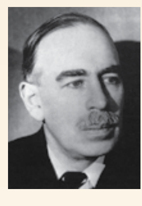
   Commente ces propositions d'après ta compréhension actuelle du nationalisme et de la mondialisation. Énumère des situations qui montrent de quelles manières et pour quelles raisons ces idées ont ou non refait surface dans le monde moderne.

POINTS DE VUE POINTS DE VUE

POINTS DE VUE

Le traité de Versailles n'a pas fait l'unanimité. Selon certains, il était trop sévère. Pour d'autres, comme Ferdinand Foch, commandant en chef des troupes alliées, qui avait accepté la capitulation de l'Allemagne, le 11 novembre 1918, il ne l'était pas assez. Le maréchal Foch craignait que l'Allemagne ne rétablisse sa puissance militaire. Il a dit : « Ce n'est pas une paix, c'est un armistice de vingt ans. »

Voici trois évaluations du traité de Versailles à des époques différentes.



En 1919, **John Maynard Keynes,** qui allait plus tard influencer les politiques économiques internationales, faisait partie de la délégation britannique à la conférence de paix de Paris qui a suivi la Première Guerre mondiale.

> [Les rédacteurs de ce traité] ne s'inquiétaient pas de l'avenir de l'Europe ; ils ne se faisaient pas de souci quant à ses moyens de subsistance. Leurs préoccupations, bonnes ou mauvaises, portaient essentiellement sur les frontières et les nationalités, l'équilibre des pouvoirs, l'accroissement des empires, l'affaiblissement à venir d'un ennemi puissant et dangereux, la vengeance et le transfert par les vainqueurs de leurs charges financières écrasantes sur les épaules des vaincus.



Peu après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en 1939, **Joachim von Ribbentrop,** ministre des affaires extérieures dans le gouvernement nazi d'Adolf Hitler, a rejeté la responsabilité de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne sur le traité de Versailles.

> Le Führer [Hitler] n'a rien fait de plus que de remédier aux conséquences les plus graves que ce diktat [obligation], l'un des plus déraisonnables de l'Histoire [le traité de Versailles], a imposées à une nation et, en fait, à toute l'Europe. Autrement dit, il a réparé les pires erreurs commises par nuls autres que les chefs d'États des démocraties occidentales eux-mêmes.



En 2001, l'historienne canadienne **Margaret MacMillan** a publié un livre intitulé *Paris 1919.* Dans cet ouvrage auquel on a décerné un prix, elle examine de quelle manière la paix a été négociée.

> Si d'autres leaders s'étaient trouvés à la tête des démocraties occidentales, si la démocratie avait été plus solide dans la République de Weimar [un nom courant de l'Allemagne entre 1919 et 1933] et si on n'avait pas connu la grande crise économique, l'Histoire aurait pu se dérouler différemment. Et si Hitler n'avait pas été là pour mobiliser le ressentiment des gens ordinaires en Allemagne et pour profiter du sentiment de culpabilité de tant de personnes dans les pays démocratiques, l'Europe n'aurait peut-être pas connu une seconde guerre si tôt après la première. On ne peut pas blâmer le traité de Versailles. Il n'a jamais été mis en application de façon systématique ou, alors, juste assez pour irriter le nationalisme allemand sans limiter la capacité de l'Allemagne à perturber la paix en Europe. Avec le triomphe d'Hitler et du parti nazi, en 1933, l'Allemagne se donnait un gouvernement résolu à détruire le traité de Versailles.

Explore

1. Quel élément commun retrouves-tu dans les propos de ces trois personnes ?
2. Sur quels faits appuie-t-on l'idée que la vengeance a motivé la rédaction du traité de Versailles ?
3. Comment le traité de Versailles a-t-il servi à attiser la flamme du nationalisme en Allemagne ? Si les Quatorze Points de Woodrow Wilson avaient été acceptés comme base de ce traité, crois-tu que les Allemands auraient éprouvé des sentiments différents ? Explique ta réponse.

Les intérêts nationaux après la Première Guerre mondiale

À VENIR

Tu en apprendras davantage sur la situation du monde après la Première Guerre mondiale au chapitre 6.

À la fin de la Première Guerre mondiale, beaucoup de Canadiens ont reporté leur attention sur des préoccupations nationales. La guerre avait créé un essor industriel qui s'est arrêté rapidement. De nombreux soldats qui revenaient des champs de bataille avaient de la difficulté à se trouver du travail. Cette situation a entraîné de l'agitation et les Canadiens, inquiets de leurs intérêts personnels, collectifs et nationaux, ont commencé à se soucier davantage de ce qui se passait chez eux que des évènements mondiaux. Les problèmes internes prenaient le dessus sur la politique extérieure.

Le même changement dans les priorités s'est produit dans un grand nombre de pays qui avaient participé à la guerre. La Belgique et la France, considérablement endettées, consacraient leur énergie à rebâtir leurs villes, leurs villages et leurs fermes. La Grande-Bretagne éprouvait de sérieux problèmes dans son empire et, en particulier, aux Indes. Mohandas Gandhi y menait une campagne nationaliste de désobéissance civile pacifique qui affaiblissait grandement l'économie britannique déjà mal en point.

L'unité entre les Alliés, confirmée par le traité de Versailles, s'est rapidement effritée. Les Français, qui avaient le plus à gagner de l'application du traité, n'avait pas la puissance nécessaire pour le faire respecter.



J'ai reçu comme instructions du gouvernement britannique de vous assurer que la Grande-Bretagne n'a l'intention de conclure aucun traité de paix dans lequel la libération des populations arabes de la domination allemande et turque ne constituerait pas une condition essentielle.

— Henry McMahon, haut-commissaire britannique en Égypte, s'adressant à Hussein ibn Ali, chérif de La Mecque, décembre 1915

Le nationalisme et les intérêts nationaux au Moyen-Orient

Dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, les Arabes qui faisaient partie de l'Empire ottoman avaient souffert de persécutions politiques, culturelles et linguistiques sous la domination des Turcs. Pendant la guerre, le nationalisme arabe, basé sur des traditions, une religion, une langue et une histoire communes, a pris de l'expansion. L'objectif des Arabes était de se gouverner eux-mêmes. Dans l'espoir de voir ce rêve se réaliser, ils avaient aidé les Alliés à lutter contre les Allemands et les Turcs au Moyen-Orient. En retour, on leur avait promis l'indépendance de leur territoire.

De 1916 à 1918, le prince émir Fayçal, un des fils du chérif Hussein ibn Ali, avait mené des combattants arabes contre les Turcs ottomans et aidé les Britanniques à s'emparer de la Palestine, en 1917. Toutefois, Fayçal ne savait pas, à l'époque, que la Grande-Bretagne et la France avaient secrètement convenu de se séparer le Moyen-Orient et de le contrôler eux-mêmes. En 1919, il s'est rendu à Paris pour convaincre les négociateurs du traité de tenir leurs promesses à son peuple, mais sans succès.



Les Arabes ont souffert assez longtemps de la domination étrangère. L'heure a enfin sonné où nous redeviendrons maîtres de notre destinée. […] Pourquoi les Arabes ne pourraient-ils pas gouverner le pays où ils vivent et ont vécu durant des générations ? Pourquoi ne serions-nous pas maîtres dans notre propre maison ?

— Fayçal, fils d'Hussein ibn Ali, à la conférence de paix de Paris, 1919

Pourquoi ces puissances étrangères pourraient-elles être en position de contrôler la destinée nationale des Arabes ? Si tu étais arabe et qu'on t'avait promis l'autonomie politique après la Première Guerre mondiale, comment penses-tu que tu aurais réagi aux promesses non tenues par la Grande-Bretagne et la France ? Quels effets cette situation aurait-elle eus sur tes sentiments nationalistes et sur ton attitude envers ces pays à l'avenir ?

Figure 5-12 L'officier britannique T. E. Lawrence, aussi connu sous le nom de Lawrence d'Arabie, a joué un rôle important dans la révolte des Arabes contre les Turcs et a défendu avec passion la cause de leur indépendance. À la conférence de paix de Paris, il a essayé sans succès de convaincre les Britanniques et les Français de tenir leurs promesses envers leurs alliés arabes. Quelles loyautés concurrentes T. E. Lawrence aurait-il pu éprouver ?

Les traités au Moyen-Orient

Après la Première Guerre mondiale, plusieurs traités ont été négociés en plus de celui de Versailles. L'un d'eux a donné à la France le contrôle sur le territoire et les populations de la Syrie et du Liban et, par un autre, la Grande-Bretagne a obtenu le territoire et les populations de Chypre, de l'Iraq et de la Palestine, qui incluait la Transjordanie. De nos jours, Israël est constitué d'une grande partie de la Palestine et la Transjordanie est devenue la Jordanie.

Même si les États-Unis n'étaient pas impliqués dans ces négociations, le président Wilson a donné son appui à la Grande-Bretagne et à la France. Ni lui ni Georges Clémenceau ni David Lloyd George n'ont tenu compte de leurs promesses antérieures ni des intérêts nationaux des populations du Moyen-Orient. Les Alliés se préoccupaient uniquement de leurs propres intérêts nationaux.

La motorisation des armées, entreprise au cours de la Première Guerre mondiale, et la popularité grandissante de l'automobile ont accru l'importance du pétrole. Et, comme le Moyen-Orient possédait d'immenses réserves de ce combustible, la Grande-Bretagne et la France ont compris que le contrôle d'une grande partie de cette région favoriserait leurs intérêts nationaux en leur garantissant de commercer avec elle et en facilitant leur approvisionnement en pétrole.

Toutefois, les nationalistes arabes de toute cette région ont été indignés par la tournure des évènements. Ils ont été encore plus irrités lorsque la Grande-Bretagne a adopté la Déclaration Balfour qui promettait d'établir « un foyer national pour le peuple juif » en Palestine. Pour eux, ces mesures constituaient un manquement aux promesses qui leur avaient été faites.

Après la guerre, un parti nationaliste dirigé par Mustafa Kemal a établi une république en Turquie. Le nouveau gouvernement a refusé de reconnaître le traité de paix européen et a obtenu l'indépendance de la Turquie, en 1923. Ce pays a fait son entrée dans la Société des Nations en 1932, la même année que l'Iraq et six ans après l'Allemagne.

RAPPEL

Tu as étudié Mustafa Kemal et le nationalisme turc au chapitre 1.



Figure 5-13 Dans le but d'obtenir l'appui de Fayçal, les Britanniques ont pris des mesures pour qu'il soit couronné roi d'Iraq, en 1921. Voici ce que T. E. Lawrence a écrit à son sujet : « Il a l'air d'un Européen et ressemble beaucoup au [roi anglais] Richard Ier tel qu'il est représenté à Fontevraud. » À ton avis, pourquoi T. E. Lawrence a-t-il insisté sur ce détail concernant l'apparence de l'émir ?

Réfléchis et réagis

Dans *Paris 1919,* Margaret MacMillan a écrit : « Les négociateurs de paix de 1919 ont commis des erreurs. [...] Par leur traitement cavalier du monde non européen, ils ont suscité des ressentiments pour lesquels l'Occident paie encore aujourd'hui. [...] Au Moyen-Orient, et tout particulièrement en Iraq, ils ont réuni des populations qui n'ont pas encore réussi à former des sociétés civiles unies. »

Explique comment les politiques extérieures de la Grande-Bretagne et de la France — de même que la poursuite de leurs intérêts nationaux — après la Première Guerre mondiale peuvent avoir contribué aux ressentiments que décrit Margaret MacMillan.

Si tu avais assisté à la conférence de paix de Paris à titre de conseiller, aurais-tu recommandé que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France adoptent une politique différente ? Explique ta réponse.

GÉORÉALITÉ

Le pétrole et l'intérêt national en Iraq

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le monde occidental s'était peu intéressé au pays qui porte aujourd'hui le nom d'Iraq. Toutefois, au cours du xx[e] siècle, la géographie de ce pays, surtout ses immenses réserves de pétrole, lui a permis d'occuper de plus en plus de place sur la scène mondiale.

Certains experts estiment que près de 25 % des réserves mondiales de pétrole se trouvent en Iraq. Ces réserves pourraient servir l'intérêt national du pays en assurant la prospérité économique de ses 27,5 millions d'habitants. Pourtant, l'or noir n'a pas enrichi les Iraquiens. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours, la lutte pour le contrôle des ces ressources n'a causé que des conflits armés, des guerres civiles et des invasions.

La plus récente invasion a eu lieu en mars 2003, lorsque l'Iraq a été attaqué par 300 000 soldats provenant des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'une coalition d'autres pays. Selon le président américain George W. Bush et le premier ministre britannique Tony Blair, le régime de Saddam Hussein constituait une menace pour la sécurité de leurs pays. L'objectif de l'invasion était donc de renverser le dictateur iraquien et de démanteler ses armes de destruction massive. Saddam Hussein a été capturé et exécuté, mais on n'a trouvé aucune arme de destruction massive. Quatre ans plus tard, environ 150 000 soldats de la coalition occupaient encore l'Iraq et plus de 100 000 autres étrangers y travaillaient pour des entrepreneurs militaires privés.

L'Iraq après la Première Guerre mondiale

Après la Première Guerre mondiale, l'Iraq a été découpé dans l'ancien Empire ottoman par les Alliés, comme plusieurs autres États-nations du Moyen-Orient. Ces nouveaux pays ont été créés pour servir les intérêts nationaux de la Grande-Bretagne et de la France qui avaient besoin de leur pétrole pour alimenter leurs voitures, leurs camions, leurs usines et leurs véhicules militaires.

Au cours du xx[e] siècle, un grand nombre de pays sont devenus dépendants du pétrole produit en Iraq et ailleurs au Moyen-Orient. Pour s'assurer de pouvoir vendre leur pétrole à un prix unique, et pour soutenir leurs propres économies, les pays producteurs de pétrole de cette région, y compris l'Iraq, ont formé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en 1960.

En 1990, Saddam Hussein a envahi le Koweït, dans le but de s'emparer de ses champs pétrolifères. Cette invasion, condamnée par l'ONU, a entraîné la guerre du Golfe persique dans laquelle une coalition menée par les États-Unis a défait l'Iraq. Par la suite, des rumeurs ont couru d'après lesquelles Saddam Hussein accumulait des armes de destruction massive dans le but de s'en servir contre Israël et d'autres pays. Même si le président iraquien a démenti ces rumeurs, l'ONU a envoyé des inspecteurs en Iraq à la recherche de ces armes.

Figure 5-14 L'Iraq

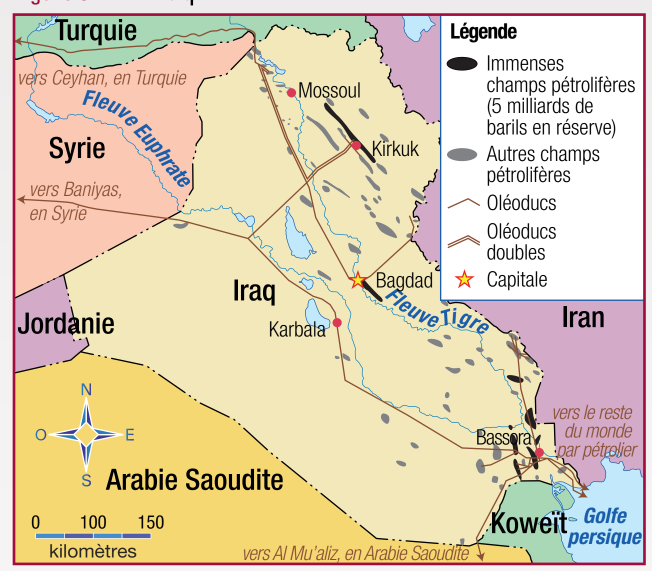


Figure 5-15 L'Iraq de 1920 à 2005

1920	1932–1979	1979	1980–1988	1990–1991	2003	2005
L'Iraq est sous la domination britannique après la Première Guerre mondiale.	L'Iraq obtient une indépendance partielle, mais la lutte interne pour le pouvoir se poursuit.	Saddam Hussein s'empare du pouvoir.	L'Iraq est en guerre avec l'Iran.	L'Iraq envahit le Koweït, mais est vaincu par une coalition des forces de l'ONU dirigée par les États-Unis.	Les États-Unis et la Grande-Bretagne envahissent l'Iraq et établissent un gouvernement de coalition qui inclut des femmes, des sunnites, des chiites et un chrétien ainsi que des Kurdes.	Des élections ont lieu en Iraq.

L'intérêt national et la politique extérieure des États-Unis

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Américains ont commencé à s'inquiéter de leur sécurité. Le président Bush a réagi en déclarant « la guerre contre le terrorisme ».

En mars 2003, le président Bush avait convaincu un grand nombre de ses concitoyens que l'invasion de l'Iraq servirait leur intérêt national parce que Saddam Hussein avait l'intention de vendre des armes de destruction massive à al-Qaida. Il a reçu l'appui de la Grande-Bretagne et de quelques autres pays. Toutefois, l'ONU a refusé de soutenir le projet d'invasion parce que ses inspecteurs n'avaient trouvé aucune trace d'armes de ce type. Sans l'approbation de l'ONU, le Canada et d'autres pays ont refusé de se joindre aux États-Unis.

Selon Noam Chomsky, professeur au Massachusetts Institute of Technology, « la véritable raison de cette invasion est, sans l'ombre d'un doute, que l'Iraq occupe le deuxième rang au monde quant à l'importance de ses réserves pétrolières, lesquelles ne coûtent à peu près rien à exploiter, et qu'il se trouve au centre des principales ressources mondiales d'hydrocarbures ».

Toutefois, le vice-président des États-Unis, Dick Cheney, a affirmé que les Américains seraient plus en sécurité si l'Iraq « ne constituait plus un refuge sûr pour les terroristes ou un endroit où les gens peuvent se réunir pour planifier et organiser des attaques contre notre pays ».

En 2007, les sondages montraient qu'une majorité d'Américains s'opposaient à la guerre en Iraq et ne croyaient plus que le maintien de troupes dans ce pays augmentait leur sécurité.

L'intérêt national et la politique extérieure des Iraquiens

À la fin de 2007, Saddam Hussein a été exécuté et les Iraquiens ont élu un gouvernement. Toutefois, la sécurité restait une préoccupation importante. Chaque jour, des Iraquiens étaient victimes de violences meurtrières. En 2006, 34 452 civils ont été tués et plus de 36 000 autres ont été blessés. Environ 60 000 personnes par mois ont dû quitter leurs maisons.

Le **produit intérieur brut** — la valeur de tous les biens et services produits dans un pays annuellement — de l'Iraq était de 1 900 $ par personne. En comparaison, le PIB du Canada s'élevait à 35 700 $. De plus, la population iraquienne était encore privée de soins de santé adéquats, d'eau potable, de nourriture, d'électricité et de services d'égout.

D'après un sondage effectué en Iraq, en 2006, 90 % des personnes interrogées considéraient que leurs conditions de vie étaient meilleures avant l'invasion et 70 % souhaitaient le départ des forces de la coalition.

Des factions ont poursuivi leur lutte pour le contrôle des réserves de pétrole. En février 2008, 70 sociétés internationales se faisaient concurrence pour obtenir les droits d'exploitation de ces réserves. Le défi du gouvernement iraquien consistait à s'assurer que les ressources pétrolières servent à l'amélioration de la situation économique et de la qualité de vie de ses citoyens.

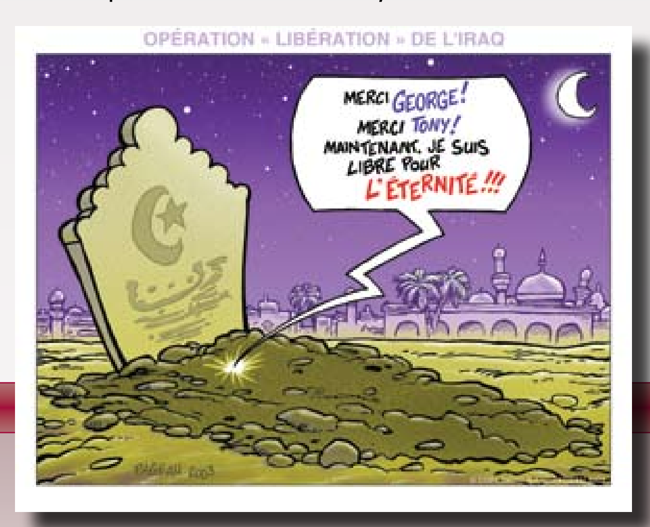


Figure 5-16 Le 1er mai 2003, sous une banderole portant comme inscription « mission accomplie », le président George W. Bush a livré un discours dans lequel il laissait entendre que les États-Unis avaient atteint leurs objectifs en Iraq. À ton avis, quel message cette caricature transmet-elle ? Explique ta réponse.

Explore

1. Examine la ligne du temps de la figure 5-15. Choisis trois évènements directement liés à l'intérêt national. Explique quels pays avaient des intérêts nationaux en cause et quels étaient ces intérêts.
2. Pour beaucoup d'historiens, la création — et la destruction — de l'Iraq s'expliquent par le besoin de pétrole du monde industriel. Commente cette idée.
3. La défense par un pays de ses intérêts en matière d'économie et de sécurité constitue-t-elle une raison acceptable pour que ce pays en envahisse un autre ? Y a-t-il une bonne ou une mauvaise réponse à cette question ? Explique ta réponse.

Quelle influence la politique extérieure a-t-elle exercée sur l'intérêt national ?



Les Mashcos-Piros et les Nahuas sont parmi les quelques peuples nomades qui ont choisi de s'isoler au fond des forêts denses du Pérou. Les contacts de ces populations avec des étrangers tournent souvent au désastre. En 1984, par exemple, des bûcherons ont enlevé quatre Nahuas et ceux-ci ont attrapé une grippe de leurs ravisseurs. En retournant dans leur communauté, ils ont transmis le virus à d'autres. La maladie s'est répandue dans la population et en a tué la moitié.

On peut considérer le nationalisme, la politique extérieure et l'intérêt national comme formant un schéma conceptuel complexe en évolution constante. Même si l'intérêt national influence souvent la politique extérieure, celle-ci peut aussi influer sur l'intérêt national. Les politiques étrangères d'un État sont susceptibles d'avoir un effet sur la sécurité de ses citoyens, sur leur avenir économique et même sur leurs valeurs et leur culture. Par exemple, lorsque l'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie, en 1914, cette seule décision de politique extérieure a eu une influence sur la sécurité personnelle de tous les habitants de l'Empire austro-hongrois, sur leur prospérité économique et sur leur culture pour des décennies à venir.

La politique extérieure et les intérêts nationaux concurrents au Pérou

La politique extérieure d'un pays peut procurer des avantages à certains groupes de la société mais avoir des effets défavorables sur d'autres. C'est ce qui se passe au Pérou.

En 2007, le gouvernement péruvien a décidé qu'il était dans l'intérêt national de vendre aux enchères une partie de la forêt équatoriale à des sociétés pétrolières étrangères pour qu'elles en exploitent les ressources. La richesse créée par la prospection et l'extraction du pétrole allait hausser le niveau de vie des habitants du Pérou, où le PIB était de seulement 6 000 $ par personne, en 2006.

Toutefois, la région visée fait partie du territoire traditionnel des Mashcos-Piros, un peuple indigène qui a toujours fui les rapports avec les étrangers. Ces gens ne veulent ni être déplacés dans une autre partie de la forêt ni s'intégrer au monde extérieur.

Selon la loi péruvienne, si une population indigène habite une région, le territoire doit être réservé à son usage. Toutefois, cette loi peut être contournée si l'utilisation du sol est susceptible de servir l'intérêt national du pays. Perupetro, la société pétrolière publique du Pérou, a donc vendu aux enchères une partie de ce territoire à des entreprises pétrolières espagnoles et américaines.

En septembre 2007, le gouvernement péruvien a signé la Déclaration des droits des peuples autochtones de l'ONU. D'après cette déclaration, non seulement les populations autochtones ont des droits sur les territoires et les ressources qu'elles possèdent, occupent et utilisent traditionnellement depuis des générations, mais elles ont également le droit d'exploiter et de contrôler ces territoires et ces ressources.

Considère les intérêts nationaux concurrents dans l'exploitation de la forêt équatoriale du Pérou. Rappelle-toi que les forêts denses aident à réduire les changements climatiques planétaires. Un tel argument fait-il que chaque citoyen du monde est concerné par le débat sur l'exploitation de la forêt dense équatoriale ? Avec un camarade, discutez de cette question. Demandez-vous comment il serait possible de réconcilier les intérêts nationaux concurrents des Mashcos-Piros, des Nahuas et des autres Péruviens. Comment la Déclaration des droits des peuples autochtones appuie-t-elle les droits de ces populations ?



Figure 5-17 Cette photo d'un abri et d'un feu de camp d'un Mashco-Piro a été prise dans le parc national Alto Purús, au Pérou. Les quelques 600 membres de ce peuple sont nomades. Ils évitent tout contact avec les étrangers, si bien que très peu de personnes ont réussi à les voir.

Le 11 septembre et l'engagement du Canada en Afghanistan

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont fait près de 3 000 morts, dont 24 Canadiens. On pensait que les dirigeants talibans de l'Afghanistan cachaient et protégeaient Oussama Ben Laden et d'autres membres d'al-Qaida qui ont revendiqué la responsabilité de ces attentats.

Par conséquent, l'ONU a reconnu aux États-Unis et à ses alliés le droit d'envahir l'Afghanistan pour défaire le régime taliban et retrouver Ben Laden. Selon Han Seung-soo, président de l'Assemblée générale, les attaques du 11 septembre avaient mis en danger la paix et la sécurité internationales, de sorte que les États-Unis avaient « le droit inhérent d'autodéfense individuelle ou collective tel que le reconnaît la Charte de l'Organisation des Nations Unies ». L'ONU autorisait donc l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à organiser cette mission qui a commencé en 2001.

Suivant sa politique extérieure après la Seconde Guerre mondiale, le Canada a participé à la fondation de l'OTAN. Le traité qui a donné naissance à cette organisation, en 1949, stipule qu'une attaque contre un des pays signataires sera considérée comme une attaque contre tous. Par conséquent, des forces armées du Canada et d'autres pays, incluant les États-Unis et la Grande-Bretagne, se sont rendues en Afghanistan sous la bannière de l'OTAN.

Le gouvernement taliban est tombé et les Forces canadiennes ont aidé à maintenir la paix pendant qu'un nouveau gouvernement s'organisait. Toutefois, lorsque les États-Unis ont envahi l'Iraq, en 2003, une grande partie des troupes américaines en Afghanistan sont allées combattre les armées de Saddam Hussein. Une telle réaffectation a considérablement diminué la force de l'OTAN en Afghanistan. Pour compenser ce manque de soldats, d'autres pays — y compris le Canada — ont augmenté leurs effectifs et élargi leur rôle pour qu'il englobe une participation active aux combats.

Ce changement dans la politique étrangère du pays a suscité la controverse. La plupart des Canadiens s'étaient opposés à l'invasion de l'Iraq et certains accusaient maintenant le gouvernement d'avoir augmenté le nombre des soldats canadiens en Afghanistan pour soutenir la guerre contre le terrorisme de ses alliés américains tout en restant en dehors du conflit en Iraq pour ne pas mécontenter l'opinion publique au pays.

Jean Chrétien était premier ministre du Canada lorsque le gouvernement a décidé de ne pas participer à l'invasion de l'Iraq commandée par les Américains. Lis l'encadré *Témoignages*. À ton avis, pourquoi Jean Chrétien considère-t-il que cette décision représente un moment important pour le pays ? Qu'est-ce que cette décision t'apprend sur la perspective des Canadiens en ce qui concerne leurs intérêts nationaux et leur politique extérieure ?



Figure 5-18 Un mois avant l'invasion de l'Iraq par les États-Unis, des gens ont organisé partout dans le monde une journée de protestations contre les plans américains. Au Canada, où une majorité de citoyens appuyaient la décision du gouvernement fédéral de ne pas participer à cette opération militaire, des manifestations ont eu lieu dans 70 petites et grandes villes. À ton avis, quels intérêts nationaux ces Canadiens défendaient-ils ainsi ?



Du point de vue de l'indépendance du pays, dire non aux Américains sur la question de la guerre [en Iraq] a été un moment important. Évidemment, une telle décision n'était pas sans risque. Si la guerre en Iraq avait été un grand succès, la situation aurait été un peu embarrassante pour moi. Mais je pensais que [les Américains] avaient tort et je l'ai dit.

— Jean Chrétien, ancien premier ministre du Canada, dans une entrevue, 2007

Figure 5-19 Le gouvernement du Canada a proclamé que le 14 septembre 2001 serait une journée de deuil à la mémoire des victimes des attaques du 11 septembre aux États-Unis. À Ottawa, plus de 80 000 personnes ont assisté à un rassemblement sur la Colline parlementaire pour manifester leur appui aux familles des victimes. Comment ces attentats ont-ils influencé les points de vue des Canadiens sur les intérêts nationaux et les politiques extérieures de leur pays ?



Figure 5-20 Cette caricature de Michael de Adder est parue dans le *Daily News* de Halifax, en avril 2007 (traduction libre). À ton avis, que dit le caricaturiste au sujet du débat sur la politique extérieure du Canada en Afghanistan ?

Le débat concernant l'Afghanistan

Comme les combats en Afghanistan s'éternisaient, le Canada et ses alliés de l'OTAN ont compris qu'ils devaient promouvoir davantage la création d'une société démocratique et autosuffisante dans le pays. En plus de rendre le territoire plus sécuritaire, les alliés devaient aider les Afghans à reconstruire leur économie, leurs institutions politiques, leurs installations médicales ainsi que leurs forces armées et leur police. Toutefois, ces objectifs se sont révélés difficiles à atteindre. Les Talibans et les combattants d'al-Qaida utilisaient une tactique de guérilla pour perturber la vie des habitants et faire la lutte aux forces de l'OTAN. À la mi-mars 2008, 81 soldats et 1 diplomate canadiens avaient été tués dans cette guerre et le bilan semblait devoir continuer à s'alourdir. Ce conflit interminable a suscité des débats au Canada sur la présence des troupes canadiennes en Afghanistan.

D'après Canadian Women for Women in Afghanistan, une organisation de Calgary, le débat concernant l'Afghanistan portait sur les problèmes suivants :

- la légitimité de la mission du Canada ;
- le coût de cette mission ;
- le rôle offensif des Forces armées canadiennes ;
- la menace contre la vie des soldats canadiens ;
- la relation avec les forces des autres pays présentes en Afghanistan ;
- la durée de la mission.

Les politiciens canadiens ne s'entendaient pas sur la façon de régler cette problématique. Pour le leader du NPD, Jack Layton, le rôle militaire n'était pas « la mission qui convient au Canada ». Selon lui, « les Canadiens veulent une politique extérieure basée sur des faits et non sur la peur ; une politique qui se distingue par son indépendance et qui n'importe pas ses idées d'ailleurs. Ils veulent la paix dans le monde et non se contenter de suivre les États-Unis dans leurs guerres ».

Michael Ignatieff, leader des députés libéraux fédéraux, ne partageait pas ce point de vue. Selon lui, les Canadiens et leurs alliés de l'OTAN s'efforçaient de stabiliser l'Afghanistan « à la demande du peuple afghan ». Quant au premier ministre Stephen Harper, il a dit que « le Canada est allé en Afghanistan pour des raisons très concrètes de sécurité nationale et internationale. Comme l'ont montré les attentats du 11 septembre, si nous abandonnons nos semblables à la pauvreté, à la brutalité et à l'ignorance dans le village planétaire d'aujourd'hui, leur misère deviendra un jour inévitablement la nôtre. »

En juillet 2007, The Strategic Counsel a effectué des sondages auprès des Canadiens pour déterminer ce qu'ils pensaient des politiques de leur gouvernement en Afghanistan. Examine les résultats présentés à la figure 5-21. Avec un camarade, demandez-vous s'il convient de poser ce type de questions pendant que des troupes canadiennes combattent à l'étranger.

Figure 5-21 L'opinion des Canadiens concernant l'Afghanistan, en juillet 2007

Les Canadiens sont-ils d'accord ou en désaccord avec l'envoi de troupes en Afghanistan ?

Totalement d'accord	36 %
Fortement d'accord	7 %
D'accord	29 %
En désaccord	31 %
Fortement en désaccord	27 %
Totalement en désaccord	59 %
Ne savent pas	5 %

Selon les Canadiens, quelle est la principale raison de l'engagement du pays en Afghanistan ?

Les troupes canadiennes sont en Afghanistan principalement à cause des pressions exercées par les Américains après les attentats du 11 septembre.	44 %
Les troupes canadiennes sont en Afghanistan parce que le Canada a une obligation comme membre de la communauté internationale de lutter contre la menace du terrorisme mondial.	53 %
Ne savent pas.	3 %

Les pertes de vies humaines canadiennes : est-ce le prix à payer, ou est-ce un prix trop élevé ?

C'est le prix à payer.	36 %
C'est un prix trop élevé.	60 %
Ne savent pas.	4 %

Source: The Strategic Counsel

Les intérêts nationaux et les droits des femmes

Lorsque les Talibans étaient au pouvoir en Afghanistan, les filles n'avaient pas le droit d'aller à l'école et les femmes n'avaient pas le droit de faire carrière. Le nouveau gouvernement soutenu par l'OTAN a créé le ministère de la Condition féminine pour changer la situation. Toutefois, la résistance des Talibans à cette mesure causait des inquiétudes. En septembre 2006, ils ont revendiqué l'assassinat de Safia Ama Jan, une fonctionnaire de ce ministère.

Sima Samar a été la première ministre de la Condition féminine d'Afghanistan. En 2007, elle dirigeait la Commission indépendante des droits de la personne de ce pays, qui surveille les progrès des organismes gouvernementaux et d'autres institutions dans l'application des lois et des politiques sur les droits de la personne. Selon elle, il faudra du temps pour changer l'Afghanistan : « Quand nous avons commencé, en 2001, il n'y avait aucun système. Nous avons accompli beaucoup. […] La démocratie est un processus, elle ne surgit pas simplement parce qu'on la réclame. Il faut s'occuper des points faibles et cesser de croire qu'on peut accéder à un régime démocratique sans la participation de la moitié de la population [les femmes]. »



Figure 5-22 Sous le régime taliban, Sima Samar, une femme médecin, dirigeait des cliniques et des écoles pour les femmes et les filles en Afghanistan. Menacée de mort, elle avait répondu : « Allez-y ! Pendez-moi sur la place publique et faites connaître mon crime aux passants : je distribuais du papier et des crayons aux filles. »

Chacun son tour

La politique étrangère du Canada en Afghanistan favorise-t-elle les intérêts nationaux du peuple afghan ?

Trois élèves répondent à cette question : Lea, qui vit à St. Albert et dont l'arrière-arrière-arrière-grand-père a immigré de la Chine pour travailler à la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique ; Jean, un élève francophone qui habite à Calgary ; Emma, une Métisse de l'établissement de Paddle Prairie.



Lea

Nous devons en faire plus pour aider les filles et les femmes d'Afghanistan. L'histoire de Sima Samar m'a bouleversée. Pouvez-vous imaginer ne pas pouvoir aller à l'école juste parce que vous êtes une fille ? Les Afghanes ont besoin de meilleurs soins de santé et de plus d'instruction et elles ont besoin qu'on les protège. Les politiques canadiennes en Afghanistan devraient viser à renseigner les Afghanes sur leurs droits. Et les Canadiens devraient aider le gouvernement afghan à faire respecter ces droits.



Jean

À mon avis, nous devrions quitter l'Afghanistan immédiatement. Je ne suis pas d'accord avec la politique extérieure de notre gouvernement. Nous n'aidons pas vraiment la population afghane. Nous la combattons. N'avons-nous pas suffisamment de problèmes de sécurité et d'inégalité au Canada sans avoir à nous mêler de ceux des autres pays ? Nous devons nous occuper de nos propres intérêts nationaux d'abord ! Ensuite, nous pourrons peut-être aller aider les gens dans d'autres pays.



Emma

Mon grand frère appartient au régiment Princess Patricia et il a servi en Afghanistan. J'appuie la politique extérieure du Canada en Afghanistan et le travail que nos troupes accomplissent là-bas. Nos soldats s'occupent de nos intérêts nationaux parce qu'ils rendent le monde plus sûr pour tous. Ça n'a pas été facile pour mon frère et ses camarades de régiment de partir si loin pour aider à faire respecter des droits et libertés que nous tenons pour acquis, ici au Canada. Parfois je m'inquiétais pour mon frère, et il m'a beaucoup manqué !



À ton tour

Comment répondrais-tu à la question qu'on a posée à Lea, à Jean et à Emma ? Est-ce que d'autres points de vue que les leurs influenceraient ta réponse ? Qu'est-ce que cette discussion t'apprend sur les difficultés à réconcilier des décisions de politique extérieure avec la poursuite de l'intérêt national ?

RÉFLÉCHIS... PARTICIPE... CHERCHE... EXPRIME-TOI

1. Avec un camarade, élaborez un tableau comme celui présenté ci-dessous.

a) Dans la première colonne, énumérez cinq objectifs prioritaires (par exemple, la souveraineté sur l'Arctique) que, selon vous, le gouvernement canadien devrait travailler à atteindre parce qu'ils sont dans l'intérêt national.

b) Dans la deuxième colonne, fournissez des raisons pour justifier chacun de vos choix.

c) Dans la troisième colonne, dressez la liste des parties prenantes concernées par chaque objectif.

d) Dans la quatrième colonne, indiquez une stratégie ou une mesure gouvernementale susceptible d'aider à atteindre chaque objectif.

e) Comparez votre tableau à celui d'une autre équipe. Révisez-le en fonction des changements dans vos points de vue attribuables à cette discussion.

2. Reprends le tableau que vous avez dressé à la question 1. En te basant sur votre liste d'objectifs prioritaires, les raisons de vos choix et les parties prenantes indiquées, rédige un bref essai expliquant dans quelle mesure le Canada devrait ou ne devrait pas poursuivre ses intérêts nationaux.

a) Commence par te demander si chaque nation devrait défendre activement ses intérêts nationaux. Tu pourrais décider, par exemple, que tout dépend de l'intérêt national en cause, des évènements qui se produisent à l'intérieur et à l'extérieur du pays ainsi que de leurs effets sur les plans national et international. Établis des critères pour évaluer si la poursuite d'intérêts nationaux est la ligne de conduite la plus efficace pour le gouvernement et les citoyens du Canada.

b) Avec ces critères en tête, revois le contenu de ce chapitre et des précédents du manuel *Explorons le nationalisme* et tires-en des exemples pour soutenir tes arguments.

Intérêts nationaux du Canada

Objectif prioritaire	Raisons de ce choix	Parties prenantes	Stratégie ou mesure
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			

3. Avec ton camarade, examinez de nouveau les résultats du sondage sur l'engagement du Canada en Afghanistan (figure 5-21). Choisissez ensuite une des stratégies ou des mesures que vous avez proposées à la question 1.

Rédigez trois énoncés ou trois questions que vous pourriez présenter aux Canadiens pour déterminer dans quelle mesure ils appuient la stratégie ou la mesure proposée. Dans chaque question ou énoncé, relevez un aspect de l'intérêt national et fournissez aux personnes interrogées un choix de réponses pour évaluer la force de leur appui. Si, par exemple, votre stratégie consiste à augmenter la présence militaire dans le nord du Canada, votre énoncé pourrait se lire comme suit :

Une présence militaire importante dans l'Arctique est essentielle pour la sécurité du Canada. Êtes-vous :

a) tout à fait d'accord ;

b) un peu d'accord ;

c) un peu en désaccord ;

d) tout à fait en désaccord ;

e) sans opinion sur le sujet.

Vérifiez vos énoncés ou vos questions en y répondant vous-mêmes pour vous assurer que vous obtiendrez les types de réponses recherchées.

Interrogez au moins 10 personnes. Il peut s'agir de membres de vos familles, d'amis, de camarades de classe, d'enseignants ou d'autres personnes qui acceptent de répondre. Inscrivez vos résultats dans des tableaux semblables à ceux de la page 132.

En vous basant sur vos résultats, préparez une recommandation pour le gouvernement. Vous pouvez aussi expliquer pour quelles raisons, à votre avis, vous avez obtenu de tels résultats.

4. Examine la caricature de la figure 5-23. Elle porte sur les intérêts nationaux du Canada en ce qui concerne le Nord. Réponds ensuite aux questions suivantes :

- Quelle « histoire » le caricaturiste raconte-t-il ?
- Comment cette histoire reflète-t-elle un intérêt national canadien ?
- À ton avis, quelle est la position du caricaturiste en ce qui concerne cet intérêt national ? Donne des exemples précis dans la caricature pour justifier ta réponse.
- Quel sentiment en ce qui concerne la souveraineté sur l'Arctique en tant qu'intérêt national cette scène et son décor évoquent-ils ?
- À ton avis, le caricaturiste croit-il que le Canada devrait adopter une politique plus ferme sur la question du Nord ? Explique ta réponse.

Figure 5-23



Réfléchis au défi proposé

Ton défi consiste à préparer un rapport d'enquête sur un mouvement nationaliste d'autrefois ou d'aujourd'hui pour te permettre de répondre à cette question connexe : « Dans quelle mesure la recherche de l'intérêt national devrait-elle être favorisée ? » C'est le temps d'entreprendre une recherche pour choisir un mouvement. Rassemble des idées pour pouvoir plus facilement trouver des documents à consulter.

Tu dois aussi déterminer la forme que prendra ton rapport. Cette décision influencera le type, la quantité et le mode de présentation de l'information que tu recueilleras. Prépare un tableau pour t'aider à organiser cette information (revois l'exemple à la page 113).